

REUNION DU 19 FEVRIER 2018

Le dix neuf février deux mille dix huit à 20h00 s'est réuni le Conseil Municipal sous la présidence de Monsieur Pascal Pinault, Maire.

Etaient présents :

Patrick PICHOUX- Jean-Marc BUAN – Frédéric GLOAGUEN – Isabelle NOURRISSON (adjoints) – Mmes Laure DE LA VILLEON – Alexandra MAURY- Christine GORIAUX- Laure GOUDE VENIEN – Christèle BICHOT- Ms Frédéric REMONTE- Michel MOUCHOUX REBILLARD- Nicolas RIALLAND

Absente excusée : Valérie REBILLARD

Absente : Carine LESAGE

Procuration :

Mme Valérie REBILLARD a donné procuration à M Pascal PINAULT

Date de la convocation : 13 février 2018

Secrétaire de séance : Michel MOUCHOUX REBILLARD

Délibération N° 2018-02-01

Approbation de la réunion de conseil du 25 janvier 2017

Après avoir vérifié que le quorum était atteint, Monsieur le Maire invite les conseillers municipaux présents lors de la séance du 25 janvier 2018, à se prononcer sur la rédaction du compte-rendu des délibérations de la réunion.

A l'unanimité les conseillers municipaux présents lors de la séance adoptent la rédaction de la séance du 25 janvier 2018

Des rectifications ont été apportées au procès-verbal suite à des observations émises.

Délibération N° 2018-02-02

Nomination secrétaire de séance

Monsieur le Maire propose la nomination de Michel MOUCHOUX-REBILLARD, secrétaire de séance

Après délibération, à l'unanimité des membres présents :

Le Conseil Municipal accepte la nomination de **Monsieur Michel MOUCHOUX-REBILLARD** secrétaire de séance.

Délibération N° 2018-02-03

COMPTE ADMINISTRATIF 2017

Sous la présidence de Monsieur Patrick PICHOUX, adjoint chargé de la préparation des documents budgétaires, le Conseil Municipal examine le compte administratif communal 2017 qui s'établit ainsi :

Fonctionnement

Dépenses	893 871.74 €
Recettes	1 061 140.13 €

Excédent de clôture : 167 140.13 €

Investissement

Dépenses	340 111.40 €
Recettes	333 498.35 €

Déficit de clôture - 6 613.05 €

Hors de la présence de Monsieur Pascal PINAULT, Maire, le conseil municipal approuve à l'unanimité le compte administratif du budget communal 2017

L'excédent de fonctionnement sera reporté en investissement au compte 1068.

Délibération N° 2018-02-04
Approbation du compte de gestion 2017

Monsieur le Maire rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et que le conseil municipal ne peut valablement délibérer sur le compte administratif du maire sans disposer de l'état de situation de l'exercice clos dressé par le receveur municipal.

Après s'être fait présenter les budgets primitifs de l'exercice 2017 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titre de recettes, de mandats, le compte de gestion dressé par le receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que les états de l'actif, du passif, des restes à recouvrer et des restes à payer,

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres émis et de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal,

Approuve le compte de gestion du trésorier municipal pour l'exercice 2017. Ce compte de gestion, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

Délibération N° 2018-02-05
Élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-57, L. 5217-2, L. 5217-5 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L151-5 et L153-12 ;

Vu la délibération n° C 15.262 du conseil métropolitain du 9 juillet 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Vu la délibération N° 2016-10-03 du conseil municipal de LA CHAPELLE CHAUSSEE du 03 Octobre 2016 relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération n° C 17.029 du conseil métropolitain du 2 mars 2017 relative au débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

EXPOSE

Conformément aux dispositions de l'article L 153-12 du code de l'urbanisme, un premier débat sans vote sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) en cours d'élaboration s'est tenu entre fin 2016 et début 2017 dans les 43 conseils municipaux de Rennes Métropole, et notamment le 03 octobre 2016 ; en notre conseil municipal, puis en conseil métropolitain le 2 mars 2017.

Depuis ce premier débat, des précisions ont été apportées concernant les objectifs de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

L'élaboration du PLUi permet de consolider les acquis du territoire, de concrétiser les grands projets en cours ou à venir, de prendre la mesure des enjeux sociétaux et environnementaux grandissants, tout en portant attention aux projets des communes.

Le PLUi projette le territoire métropolitain dans les 15 prochaines années, en relevant les défis auxquels il est confronté et en organisant son projet autour des principes suivants :

- Un socle métropolitain réaffirmé : l'ambition du développement, le rôle de Rennes Métropole comme capitale régionale, le dynamisme économique, l'accueil partagé et solidaire. Ce socle s'appuie sur la diversité des communes, chacune jouant son rôle dans le développement métropolitain : c'est la complémentarité de leurs fonctions qui fait la métropole.
- Une organisation spatiale au service de la qualité de vie, pour que chaque habitant puisse bénéficier de choix résidentiels, de services variés, d'accès à l'emploi : l'armature urbaine structure le développement du territoire, lui-même desservi par un réseau de mobilité performant, les intensités urbaines favorisent le vivre ensemble.
- Un positionnement comme une éco métropole du XXIème siècle dont le développement s'appuie sur son armature agricole et naturelle, où la prise en compte des enjeux de santé et de bien-être des habitants est au cœur des projets, où transitions énergétique et écologique permettent d'inscrire le territoire dans une dynamique de changement.

À partir de ces éléments, le futur PADD du PLUi s'articule autour de 3 grandes parties et 9 orientations :

Partie A : Renforcer la dynamique métropolitaine au bénéfice de son territoire et de la Bretagne

Orientation 1 : une métropole attractive et entraînant au bénéfice de tous

Un territoire qui assume son statut de capitale régionale et de métropole nationale en étant attractive et entraînant pour ses habitants et pour la Bretagne.

Orientation 2 : une métropole entreprenante et innovante, au service de l'emploi

Un territoire qui renforce et accompagne le dynamisme économique et favorise une variété d'activités, gage de son attractivité et de sa cohésion sociale.

Un territoire qui encourage les innovations et la créativité en s'appuyant sur les pôles d'enseignement, de recherche, les forces vives du territoire (industrie automobile, agriculture et agroalimentaire, numérique...) et les dynamiques culturelles.

Orientation 3 : une métropole accueillante et solidaire au bénéfice de modes de vies variés

Un territoire qui doit poursuivre l'accueil de nouveaux habitants, dans une logique de dynamisme et de solidarité, aussi bien sociale et générationnelle que territoriale, afin de garantir le vivre ensemble et la cohésion sociale, gages de son attractivité.

Partie B : Mettre en place une armature urbaine conciliant attractivité, proximité et sobriété

Orientation 4 : une armature urbaine, aux trajectoires multiples, pour structurer le développement et l'aménagement de la métropole

La ville archipel évolue vers un développement différencié des communes, dans une logique de complémentarité et de solidarité territoriales, favorisant des choix de modes de vie variés, limitant les déplacements carbonés contraints et préservant l'imbrication entre espaces urbains et naturels. Elle permet à chaque commune d'avoir sa propre trajectoire tout en contribuant au projet commun.

Orientation 5 : une offre de mobilité variée et performante, au service des habitants

Afin de poursuivre la réduction de l'usage de la voiture, de développer des offres alternatives à la voiture solo et de réduire les émissions de gaz à effet de serre :

- *Développer les intensités urbaines, en conciliant transports performants et ville apaisée*
- *Favoriser les mobilités douces et le développement des transports en commun, en optimisant les infrastructures et les réseaux en place*

Orientation 6 : des villes compactes/intenses pour favoriser la proximité, la mixité, et la sobriété

Un développement qui s'appuie sur les intensités urbaines pour structurer la ville des proximités, favoriser le parcours résidentiel pour tous, dynamiser les centres-bourgs, centres-villes ou quartiers, répondre aux besoins de services et de commerces des habitants, favoriser les mobilités douces et limiter l'étalement urbain.

Partie C : Incrire la métropole dans une dynamique de transition

Orientation 7 : valoriser l'armature agro-naturelle pour structurer le développement du territoire

Dans une logique d'imbrication et de proximité avec les tissus urbains, poursuivre la préservation et renforcer la valorisation et les usages des espaces agro-naturels, du fleuve et des rivières, gages de la qualité de vie du territoire, de la protection de la biodiversité, de son fonctionnement écologique et de son attractivité.

*Orientation 8 : construire une « métropole du bien-être » au service de ses habitants intégrant la santé et la gestion des risques dans les projets, et limitant les nuisances
Lutter contre les inégalités de santé, sociales et environnementales. Prendre en compte les risques en limitant leurs impacts et en les intégrant dans les projets d'aménagement. Améliorer la qualité du cadre de vie en limitant les nuisances.*

*Orientation 9 : engager le territoire dans une dynamique de transition pour relever les défis énergétique et du changement climatique
S'appuyer sur les dynamiques du territoire et son mode de développement (armature urbaine, mobilités, villes compactes, espaces agro-naturels préservés) pour relever les défis du XXI^e siècle : un territoire résilient, qui tout en préservant ses valeurs et valorisant son patrimoine naturel, relève les défis énergétique et climatique et s'engage dans une transition écologique. Devenir une éco-métropole au service de ses habitants et de ses usagers tout en conservant des facultés d'adaptations et de changements pour les générations futures.*

Le PADD doit fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Dans le prolongement du premier débat sur les orientations du PADD, il convient de débattre de l'objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Le développement de la métropole se poursuivra en renforçant les actions d'intensification des tissus bâtis ou d'opérations de renouvellement urbain dans l'objectif de préserver les espaces agricoles et naturels. Depuis 2000, la métropole s'est déjà inscrite dans cette logique en réduisant progressivement la consommation de surfaces pour l'extension urbaine, tout en conservant une capacité d'accueil de population et d'activités importante. Les perspectives d'accueil devraient prolonger cette dynamique, avec en particulier la construction de 65000 logements à l'échelle de la métropole dans le respect des dispositions du SCoT. Ainsi, de nouvelles emprises devront être ouvertes à l'urbanisation en complément de l'intensification des espaces déjà urbanisés. L'orientation 6 du PADD ("*Des villes compactes/intenses pour favoriser la proximité, la mixité, et la sobriété*") a donc été amendée avec la proposition suivante : l'objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain à l'échelle de la métropole devra être inférieur aux 3630 hectares de potentiel urbanisable, au-delà de la tâche urbaine, inscrits dans le SCoT.

Le document préparatoire joint à la présente délibération a pour but de permettre aux membres du conseil municipal de débattre de ces orientations politiques.

Le conseil municipal prend connaissance de l'ensemble du PADD amendé et débat, notamment, sur les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Ce débat a porté sur :

Partie A : Renforcer la dynamique métropolitaine au bénéfice de son territoire et de la Bretagne

Partie B : Mettre en place une armature urbaine conciliant attractivité, proximité et sobriété

Partie C : Inscire la métropole dans une dynamique de transition

Il constate l'amendement suivant : L'objectif chiffré de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain à l'échelle de la métropole devra être inférieure aux 3 630 hectares de potentiel urbanisable, au-delà de la tâche urbaine, inscrite dans le SCoT.

Le conseil Municipal est appelé à voter sur l'ensemble du PADD présenté :

- Nombre de votants : 14 voix
- Approuve le PADD présenté : 13 voix
- Contre le projet présenté : 1 voix

Vu le Code général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-57, L. 5217-2, L. 5217-5 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L151-5 et L153-12 ;

Vu la délibération n° C 15.262 du 9 juillet 2015 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

EXPOSE

Le présent dossier s'inscrit dans le processus d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) prescrite par le Conseil de Rennes Métropole du 9 juillet 2015. Il s'agit du débat sans vote sur les orientations générales du projet communal la Chapelle Chaussée. Ce document, qui sera traduit dans le PLUi sous la forme d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, définit les grandes orientations stratégiques et spatiales de développement de la commune à l'horizon 2035.

Le PLUi de Rennes Métropole a vocation à favoriser la mise en œuvre du projet de chacune des 43 communes de la métropole, tout en inscrivant les orientations de développement d'échelle communale dans un cadre collectif d'échelle métropolitaine. Ainsi, depuis la date de prescription de l'élaboration du PLUi, des travaux se sont déroulés dans chacune des communes afin de formaliser les projets communaux qui contribueront au projet d'ensemble. En parallèle, des échanges ont été mis en place à l'échelle métropolitaine pour construire le PADD et les principes réglementaires, à la fois dans le cadre de séminaires et d'ateliers auxquels toutes les communes étaient invitées, et dans le cadre du Comité de Pilotage du PLUi.

Le projet communal de la Chapelle Chaussée a été élaboré dans le respect des grandes orientations du PADD du PLUi basées sur les principes suivants :

- Un socle métropolitain réaffirmé : l'ambition du développement, le rôle de Rennes Métropole comme capitale régionale, le dynamisme économique, l'accueil partagé et solidaire. Ce socle s'appuie sur la diversité des communes, chacune jouant son rôle dans le développement métropolitain : c'est la complémentarité de leurs fonctions qui fait métropole.
- Une organisation spatiale au service de la qualité de vie, pour que chaque habitant puisse bénéficier de choix résidentiels, de services variés, d'accès à l'emploi : l'armature urbaine structure le développement du territoire, lui-même desservi par un réseau de mobilité performant, les intensités urbaines favorisent le vivre ensemble.
- Un positionnement comme une éco métropole du XXIème siècle dont le développement s'appuie sur son armature agricole et naturelle, où la prise en compte des enjeux de santé et de bien-être des habitants est au cœur des projets, où transitions énergétique et écologique permettent d'inscrire le territoire dans une dynamique de changement.

Sur la base de ces éléments, le projet communal de la Chapelle Chaussée s'articule autour de 3 axes :

- 1 accueillir en organisant le développement urbain
- 2 valoriser le socle territorial : protéger l'environnement naturel et agricole, préserver le patrimoine
- 3- structurer le territoire communal par les équipements et les mobilités
-

Dans le cadre de la procédure d'élaboration du PLUi, à l'invitation de Rennes Métropole, les élus municipaux débattent les orientations générales du projet communal.

Le document préparatoire mis à la disposition des conseillers municipaux leur présente le projet communal tel qu'il ressort des orientations politiques retenues à ce stade de la procédure.

Le conseil municipal prend connaissance et débat des orientations générales du projet communal. Ce débat a porté sur :

- 1 accueillir en organisant le développement urbain

- 2 valoriser le socle territorial : protéger l'environnement naturel et agricole, préserver le patrimoine
- 3- structurer le territoire communal par les équipements et les mobilités

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité l'O.A.P. présenté.

Délibération N° 2018-02-07

GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations : modification des statuts de Rennes Métropole pour la prise de compétence

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.211-7 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-17 ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la délibération n° C 17.341 du conseil métropolitain du 21 décembre 2017 relative aux modalités d'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations et au transfert de compétences facultatives ;

Vu la délibération n° C 18.022 du conseil métropolitain du 25 janvier 2018 apportant un complément au transfert de compétences facultatives.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, Rennes Métropole exerce en lieu et place de ses communes membres la compétence de "Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations" (GEMAPI), créée par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014.

Cette compétence porte sur quatre missions obligatoires identifiées au I de l'article L.211-7 du code de l'environnement, à savoir :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (1°) ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau (2°) ;
- La défense contre les inondations et contre la mer (5°) ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (8°).

Par délibération du conseil métropolitain du 21 décembre 2017, Rennes Métropole a défini les modalités d'exercice de cette compétence GEMAPI.

Dans ce cadre, la métropole a notamment décidé d'exercer en propre les missions relevant de la défense contre les inondations (mission 5°), à l'exception de celles intéressant les ouvrages extérieurs à son territoire.

Pour l'exercice des compétences relevant de la "gestion des milieux aquatiques" (missions 1°, 2° et 8° précitées), la métropole a, en revanche, souhaité s'appuyer sur l'organisation historique des acteurs de son territoire, situé à la confluence des bassins versants de la Vilaine et, dans une moindre mesure, de la Rance.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, Rennes Métropole s'est donc substituée aux communes membres des 7 syndicats mixtes agissant dans ces bassins versants (les syndicats mixtes du Meu, de la Flume, de l'Ille et l'Illet, du Chevré, Vilaine Amont, de la Seiche et du Linon). La conduite d'actions à l'échelle globale du bassin versant de la Vilaine implique, par ailleurs, que la métropole adhère à un autre syndicat mixte, l'établissement public territorial de bassin (EPTB) Vilaine, anciennement dénommé Institut d'Aménagement de la Vilaine (IAV).

Pour concourir à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI et en renforcer la portée, Rennes Métropole a souhaité se voir transférer cinq compétences supplémentaires dites "facultatives". Ces compétences identifiées au I de l'article L.211-7 du code de l'environnement sont actuellement exercées par les syndicats mixtes précités. Leur transfert à la métropole lui permettra de se substituer aux communes au sein de ces syndicats et d'adhérer à l'EPTB Vilaine.

Les trois premières de ces compétences facultatives sont relatives à "*la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement et la lutte contre l'érosion des sols*" (4°), à "*la lutte contre la pollution des milieux*

aquatiques " (6°) et à "la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques" (11°).

Ces compétences compléteront les actions obligatoires prévues dans le cadre de la GEMAPI, afin d'avoir une approche globale efficiente vis-à-vis des objectifs de reconquête de la qualité des cours d'eau.

La rédaction de ces items étant toutefois très large, la métropole a souhaité en préciser la portée. Ainsi que le souligne la délibération précitée du 21 décembre 2017, ces compétences permettront uniquement de :

- Réaliser des études et des travaux en lien avec la lutte contre la pollution des milieux aquatiques ;
- Mener des actions de sensibilisation et de communication, à l'échelle du bassin versant, à destination des acteurs de terrain (agriculteurs, gestionnaires de voirie et des espaces verts, industriels, populations, scolaires...), pour expliquer et diffuser les bonnes pratiques respectueuses des milieux aquatiques ;
- Conduire ou aider à la mise en œuvre d'un programme de reconstitution et de préservation du bocage ;
- Mettre en place et exploiter des dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques, permettant d'évaluer l'efficacité des actions mises en place.

Les deux autres compétences sont relatives à "la gestion des ouvrages structurants multi-usages à dominante hydraulique" (par référence au 10°) et à "l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique" (12°).

La loi n°2017-1838 du 30 décembre 2017 a modifié cette dernière disposition, désormais rédigée ainsi qu'il suit : "12° L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques (...)".

Pour tenir compte de cette évolution rédactionnelle, la liste des compétences facultatives définies par la délibération précitée du 21 décembre 2017 a été modifiée par une seconde délibération du conseil métropolitain, en date du 25 janvier 2018.

Ces deux compétences porteront, notamment, sur la gestion et l'exploitation de barrages multi-usages situés en dehors du territoire métropolitain et sur le suivi du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Vilaine (SAGE) et la participation aux missions de l'EPTB Vilaine.

Comme indiqué précédemment, l'exercice des cinq compétences facultatives permettra à Rennes Métropole de se substituer à ses communes membres, au sein des 7 syndicats de bassins versants créés sur son territoire. Il permettra également à la métropole d'adhérer à l'EPTB Vilaine.

Conformément à l'article L.5211-17 du code général des collectivités territoriales, le transfert facultatif de ces compétences est décidé par délibérations concordantes du conseil métropolitain et des conseils municipaux des communes membres, qui se prononcent dans les conditions de la majorité requise pour la création, c'est à dire deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée, c'est à dire le conseil municipal de la Ville de Rennes.

Chaque conseil municipal dispose ensuite d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le transfert proposé, à compter de la notification au maire de la commune des délibérations précitées du Conseil de Rennes Métropole. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

C'est dans ce contexte qu'il vous est proposé d'approuver le transfert à Rennes Métropole des compétences suivantes :

- La Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement et lutte contre l'érosion des sols ;
- La lutte contre la pollution des milieux aquatiques ;
- La mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Ces trois compétences permettront uniquement de :

- ✓ Réaliser des études et des travaux en lien avec la lutte contre la pollution des milieux aquatiques ;
 - ✓ Mener des actions de sensibilisation et de communication, à l'échelle du bassin versant, à destination des acteurs de terrain (agriculteurs, gestionnaires de voirie et des espaces verts, industriels, population...), pour expliquer et diffuser les bonnes pratiques respectueuses des milieux aquatiques ;
 - ✓ Conduire ou aider à la mise en œuvre d'un programme de reconstitution et de préservation du bocage ;
 - ✓ Mettre en place et exploiter des dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques, permettant d'évaluer l'efficacité des actions mises en place.
- La gestion des ouvrages structurants multi-usages à dominante hydraulique ;
 - L'animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Après délibération le Conseil Municipal

Approuve (2 abstentions) le transfert à Rennes métropole les compétences suivantes :

- La Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement et lutte contre l'érosion des sols ;
- La lutte contre la pollution des milieux aquatiques ;
- La mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux.

Dans le cadre de la GEMAPI

Délibération N° 2018-02-08

DECLIC : proposition de partenariat 2018

L'association DECLIC propose pour 2018 une nouvelle convention de partenariat

Cette convention vise notamment à créer les conditions permettant d'optimiser à la fois les objectifs d'insertion pour les personnes et la qualité du service rendu aux communes.

La commune soutiendra financièrement l'association dans sa démarche d'insertion.

Cet engagement se traduira par la volonté de confier la réalisation de prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi en faveur des personnes en difficultés exclues du marché du travail local ou qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans un emploi local. Les prestations d'appui et d'accompagnement à l'emploi seront effectuées dans le cadre de travaux d'entretien de chemins de randonnées pour un montant de 3324 € comprenant une quote-part pour le fonctionnement calculée au prorata du nombre d'habitants de la commune.

D'autre part, la commune de la Chapelle Chaussée s'engage à proposer sur son territoire par année une enveloppe de travaux correspondant à une activité de 640 heures : total annuel de 8 400 €. Les travaux demandés par la commune seront réalisés par journée de travail occupant une équipe de travail de 6 personnes soit 14 jours.

Après délibération :

Le Conseil municipal accepte la convention de partenariat proposée par l'association DECLIC soit du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2019. Reconductible.

Autorise M le Maire à signer la convention de partenariat présentée.

QUESTIONS DIVERSES

Voirie : Patrick PICHOUX informe que les travaux d'enrobés sur la route de la Cointais vont être réalisés du 21 février au 2 mars. Michel MOUCHOUX REBILLARD précise que des voies de croisement vont être réalisées. Une déviation va être mise en place sauf pour les riverains, pour empêcher l'accès à cette voie le temps des travaux.

Médiathèque

Laure de LA VILLEON informe les élus de la première rencontre avec l'architecte M LAUNAY. Les besoins en agencement lui ont été évoqués, une prochaine rencontre a été fixée au jeudi 15 mars à 19h00 avec la commission des bâtiments.

Exposition anniversaire de la fin de la guerre 14/18

Laure de LA VILLEON a pris contact avec des bénévoles ayant une exposition sur la guerre 14/18 qui pourrait être mise à disposition du 13 au 29 octobre prochain.

L'exposition pourrait avoir lieu dans la salle bleue de l'école et permettrait aux enfants de l'école de faire des animations autour de ce thème.

Commission

Mme Laure GOUDE-VENIEN demande s'il est possible que Chrystèle BICHOT la remplace à la commission bâtiments afin qu'elle puisse suivre le projet médiathèque. Laure GOUDE-VENIEN se propose de prendre la commission affaires scolaires à sa place.

Pascal PINAULT propose de mettre cette demande à l'ordre du jour du prochain conseil.

Information diverses

- Le boucher qui venait tous les mercredis, place de la mairie a cessé son activité professionnelle.
- Déchèterie : Rennes Métropole facture maintenant les professionnels et les collectivités des dépôts de déchets verts, gros matériaux, etc. Michel MOUCHOUX REBILLARD propose de mettre à disposition un terrain pour les branchages, coupes etc. Pour les tontes de pelouse M Trubert agriculteur à Gévezé, peut les accueillir dans le cadre de la méthanisation de ces déchets verts.
- PLUi

Une information sur les zonages A, N, NP du futur PLUi est présentée aux élus. Les espaces boisés classés, les haies répertoriées. Une information a été faite auprès des agriculteurs invités ce jour.

Les cheminements piétons sont à répertorier sur le PLUi afin de pouvoir en cas de vente préempter ces chemins.

L'information sur les STECAL est également faite au conseil municipal : les STECAL peuvent être créés en campagne pour les activités autres qu'agricoles.

Il faudra signaler au service du PLUi de Rennes Métropole que les zones boisées et zones humides de la ZAC ne sont pas répertoriées dans le plan présenté.